

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 27 november 2015 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunning, artikel 153/1, derde lid, ingevoegd bij het besluit van 9 maart 2018;

Besluit :

**Enig artikel.** De datum vanaf wanneer aanvragen die louter betrekking hebben op kleinhandelsactiviteiten of vegetatiewijzigingen digitaal ingediend kunnen worden en vervolgens digitaal behandeld worden, wordt bepaald op 15 januari 2019.

Brussel, 23 november 2018.

De Vlaamse minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport,  
Ph. MUYTERS

De Vlaamse minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,  
J. SCHAUVLIEGE

—————  
TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Environnement et Aménagement du Territoire

[C – 2018/15082]

**23 NOVEMBRE 2018. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 153/1 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 novembre 2015 portant exécution du décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement**

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et des Sports,

La Ministre flamande de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Nature et de l'Agriculture,

Vu le décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement, l'article 14/1<sup>er</sup>, alinéa cinq, inséré par le décret du 3 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 novembre 2015 portant exécution du décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement, l'article 153/1, alinéa trois, inséré par l'arrêté du 9 mars 2018 ;

Arrête :

**Article unique.** La date à partir de laquelle les demandes concernant uniquement des activités de vente au détail ou des changements de végétation pourront être introduites sous forme numérique, puis traitées sous forme numérique, est fixée au 15 janvier 2019.

Bruxelles, le 23 novembre 2018.

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et des Sports,  
Ph. MUYTERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Nature et de l'Agriculture,  
J. SCHAUVLIEGE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206078]

**8 NOVEMBRE 2018. — Décret modifiant le livre II de la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'intitulé du livre II est remplacé par ce qui suit : « Intégration des personnes étrangères ».

**Art. 3.** A l'article 150, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2<sup>o</sup> est abrogé;

b) au 3<sup>o</sup>, le mot « légalement » est inséré entre le mot « séjournant » et les mots « en Belgique »;

c) au 4<sup>o</sup>, les mots « et d'origine étrangère » sont abrogés;

c/1) le 5<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« le plan de cohésion sociale : le plan visé par le décret du 4 mai 2017 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française »;

d) le 6<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « accompagnement social : dispositif social ayant pour objectif l'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes étrangères »;

e) au 7<sup>o</sup>, les mots « étrangères et d'origine étrangère » sont remplacés par « ne parlant pas la langue française » et le mot « le » est inséré entre le mot « social » et le mot « dispositif »;

f) il est complété par un 11<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 11<sup>o</sup> plate-formes : groupes de travail organisés par les centres ayant pour objectif l'accompagnement collectif des initiatives locales d'intégration sur les thématiques en lien avec les missions couvertes par leur agrément et/ou leur subventionnement. ».

**Art. 4.** A l'article 151 du même Code, remplacé par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou d'origine étrangère » sont abrogés;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'action régionale est accessible aux personnes visées à l'article 150, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et à toute autre personne qui souhaite en bénéficier. »;

c) les alinéas 3, 4 et 5 sont abrogés.

**Art. 5.** L'article 151/1 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 151/1. Un Comité de coordination de l'action régionale en matière d'intégration des personnes étrangères est créé.

Le Comité de coordination a pour mission de :

1<sup>o</sup> transmettre au Gouvernement, tous les cinq ans, une évaluation de la politique d'intégration et des propositions visant à améliorer celle-ci;

2<sup>o</sup> proposer au Gouvernement la liste des indicateurs statistiques à adopter pour permettre l'identification des besoins et l'évaluation de la politique d'intégration;

3<sup>o</sup> collecter et transmettre annuellement au Gouvernement les données quantitatives du parcours d'intégration;

4<sup>o</sup> proposer au Gouvernement un canevas du Plan local d'intégration;

5<sup>o</sup> transmettre au Gouvernement des évaluations, des avis et des propositions.

Concernant le 4<sup>o</sup>, le Plan local d'intégration est en lien avec le Plan de cohésion sociale. Il est évalué conformément aux dispositions fixées par le Gouvernement.

Le Comité de coordination se compose de représentants du Gouvernement, de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique et du secteur de l'intégration.

Le Gouvernement précise la composition et les modalités de fonctionnement du Comité de coordination. ».

**Art. 6.** Dans le même Code, il est inséré un article 151/2 rédigé comme suit :

« Art. 151/2. Un comité d'accompagnement, regroupant des représentants des centres, de l'organisme d'interprétariat en milieu social et des initiatives locales d'intégration des personnes étrangères est créé.

Le comité d'accompagnement est chargé du suivi des activités des opérateurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Il peut organiser des groupes de travail sur des thèmes particuliers.

Le comité d'accompagnement se réunit au moins deux fois par an.

La composition du comité d'accompagnement est fixée par le Gouvernement. ».

**Art. 7.** Dans l'article 152 du même Code, remplacé par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les activités organisées dans le cadre du parcours d'intégration, en ce compris les prestations d'interprétariat, sont gratuites pour les primo-arrivants et pour les personnes étrangères non soumises à l'obligation visée à l'article 152/7. ».

**Art. 8.** A l'article 152/1 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le numéro « 152/9 » est remplacé par le numéro « 151/1 »;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, est inséré un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 4<sup>o</sup> un test d'évaluation du niveau de français. »;

3<sup>o</sup> l'alinéa 5 est abrogé.

**Art. 9.** A l'article 152/2 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le numéro « 152/9 » est remplacé par le numéro « 151/1 »;

2<sup>o</sup> la phrase « Il est harmonisé de telle sorte qu'il s'applique quel que soit l'organisme qui dispense l'information en région de langue française. » est abrogée.

**Art. 10.** A l'article 152/3 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le numéro « 152/9 » est remplacé par le numéro « 151/1 »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'accueil » sont abrogés;

3<sup>o</sup> au paragraphe 2, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« La conclusion de la convention est obligatoire. La convention comporte :

1<sup>o</sup> un suivi individualisé visé au paragraphe 3;

2<sup>o</sup> une formation à la citoyenneté;

3<sup>o</sup> une formation à la langue française;

4<sup>o</sup> une orientation socioprofessionnelle.

La formation à la langue française et l'orientation socioprofessionnelle sont intégrées à la convention en fonction de l'analyse des besoins réalisés dans le bilan social, sur base des modalités définies par le Gouvernement. »;

4<sup>o</sup> le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La convention a une durée maximale de 18 mois. »;

5<sup>o</sup> au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « d'accueil » sont abrogés.

**Art. 11.** A l'article 152/4 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « alinéa 3, 2<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « alinéa 2, 3<sup>o</sup> »;

2<sup>o</sup> le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « § 2. Les modules de formation à la langue française se déroulent sur une période de seize mois maximum et comportent un minimum de quatre cents heures de formation.

Le Gouvernement définit les dispenses totales ou partielles, les critères et les modalités d'exercice de la formation à la langue française.

Les centres effectuent un test de validation des acquis au terme de la session.

Le Gouvernement fixe, sur proposition du Comité de coordination visé à l'article 151/1, les critères d'évaluation utilisés lors des tests d'évaluation du niveau de français et de validation des acquis. ».

**Art. 12.** A l'article 152/5 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « alinéa 3, 3<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « alinéa 2, 2<sup>o</sup> »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « huit semaines » sont remplacés par les mots « quatre mois » et le mot « vingt » est remplacé par le mot « soixante »;

3<sup>o</sup> dans l'alinéa 3, le numéro « 152/9 » est remplacé par le numéro « 151/1 »;

4° l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 13.** Dans l'article 152/6 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'orientation socioprofessionnelle visée à l'article 152/3, § 2, alinéa 2, 4°, est dispensée par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi et les centres. Une convention fixe les modalités de partenariat entre eux. ».

**Art. 14.** A l'article 152/7 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « alinéa 2 » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, au 1°, les mots « aliéna 1<sup>er</sup> » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le 5° est remplacé par ce qui suit : « 5° les personnes exerçant une activité professionnelle au minimum à mi-temps pendant une période continue de plus de trois mois; »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11° sont abrogés;

5° le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par un 13° rédigé comme suit : « 13° les ressortissants turcs et les ressortissants d'Etats ayant conclu des accords d'association avec l'Union européenne contenant une clause de standstill identique à celle qui régit les rapports entre l'Union européenne et la Turquie. »;

6° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « alinéa 2 » et la phrase « Les ressortissants d'Etats ayant conclu des conventions d'association avec l'Union européenne sont également dispensés » sont abrogés;

7° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit : « § 5. Le primo-arrivant est soumis à l'obligation visée au paragraphe 2, jusqu'à ce qu'il ait obtenu l'attestation visée à l'article 152/3, § 4, à l'exception du primo-arrivant qui exerce une activité professionnelle au minimum à mi-temps pendant une période continue de plus de trois mois. ».

**Art. 15.** A l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « alinéa 2 » sont à chaque fois abrogés;

2° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « alinéa 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 4 ».

**Art. 16.** Dans le titre III du livre II de la deuxième partie du même Code, le chapitre IV, comportant l'article 152/9, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, est abrogé.

**Art. 17.** Dans le livre II de la deuxième partie du même Code, l'intitulé du titre IV, inséré par le décret du 27 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ».

**Art. 18.** Dans l'article 153 du même Code, remplacé par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et d'origine étrangère » sont chaque fois abrogés;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, a), est remplacé par ce qui suit : « a) la création des bureaux d'accueil et la dispense du module d'accueil personnalisé visé aux articles 152 et suivants »;

3° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, b), le numéro « 152/9 » est remplacé par le numéro « 151/1 »;

4° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « organiser les plate-formes visées à l'article 150, 11° » sont insérés entre le mot « suivants » et le mot « et »;

5° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 5° est complété par les mots « notamment pour la formation à la citoyenneté visée à l'article 152/3, § 2, alinéa 2, 2°. ».

**Art. 19.** Dans l'article 153/1 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, le mot « Mons » est remplacé par les mots « Saint-Ghislain » et les mots « Marche-en-Famenne » sont remplacés par le mot « Libramont ».

**Art. 20.** L'article 153/2, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, est complété par la phrase suivante :

« Le Gouvernement fixe la composition minimale des organes d'administration et de gestion. ».

**Art. 21.** Dans l'article 153/3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° d'un équivalent temps plein chargé de la coordination de projets; »;

b) le 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° d'un équivalent temps plein chargé de la coordination du parcours d'intégration; »;

c) il est complété par les 5° et 6° rédigés comme suit :

« 5° de trois équivalents temps plein responsables de projets;

6° d'un demi équivalent temps plein chargé de la gestion administrative de l'outil de suivi informatisé du parcours d'intégration. ».

**Art. 22.** Dans l'article 153/7, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « de la personne chargée de la direction, de la personne chargée de la gestion administrative et financière et du coordinateur de projets » sont remplacés par les mots « des personnes visées à l'article 153/3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3°, 4° et 6° »;

b) au 2°, les mots « d'au moins trois responsables de projets » sont remplacés par les mots « des personnes visées à l'article 153/3, 5° ».

**Art. 23.** L'article 153/8 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, est abrogé.

**Art. 24.** Dans le livre II de la deuxième partie du même Code, l'intitulé du titre V, inséré par le décret du 27 mars 2014, est remplacé par ce qui suit : « Initiatives locales d'intégration des personnes étrangères ».

**Art. 25.** A l'article 154 du même Code, remplacé par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et d'origine étrangère » et les mots « ou d'origine étrangère » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2, le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° l'accompagnement social; »;

3° dans l'alinéa 2, le 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° l'accompagnement juridique spécialisé en droit des étrangers. ».

**Art. 26.** Dans l'article 154/1, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « et d'origine étrangère » sont abrogés;

b) le 5° est remplacé par ce qui suit : « 5° participent aux plate-formes organisées par les centres pour les missions pour lesquelles elles souhaitent être agréées; ».

**Art. 27.** A l'article 154/4 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et d'origine étrangère » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « le plan local d'intégration ou, le cas échéant, dans le plan de cohésion sociale de la commune » sont remplacés par les mots « les plate-formes organisées par le centre du ressort territorial »;

3° dans l'alinéa 2, les mots « initiatives locales d'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère » sont remplacés par les mots « missions visées à l'article 154 alinéa 2 ».

**Art. 28.** Dans l'article 155, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 28 avril 2016, les mots « ou d'origine étrangère » sont abrogés.

**Art. 29.** Dans l'article 155/2 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 5° est remplacé par ce qui suit : « 5° comprendre dans ses organes d'administration et de gestion des pouvoirs publics et des associations qui disposent de la parité des voix et dont la composition minimale est fixée par le Gouvernement; »;

b) au 6°, les mots « est fixée » sont remplacés par les mots « et les qualifications sont fixées ».

**Art. 30.** Dans le livre II de la deuxième partie du même Code, il est inséré un titre VI/1 intitulé : « Mineurs étrangers non accompagnés ».

**Art. 31.** Dans le titre VI/1, inséré par l'article 29, il est inséré un article 155/7 rédigé comme suit :

« Art. 155/7. Le Gouvernement subventionne, dans la limite des crédits budgétaires, des associations ou des pouvoirs publics :

1° qui développent des activités ayant pour objectif l'intégration des mineurs étrangers non accompagnés, tels que définis par la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 en ce qui concerne la tutelle des mineurs étrangers non accompagnés, d'au moins 16 ans et mis en autonomie;

2° dont les projets comportent un descriptif de la situation existante et définissent clairement les objectifs poursuivis et les moyens à mettre en œuvre.

Les subventions sont accordées pour couvrir les dépenses de personnel et de fonctionnement directement liées à la réalisation de la mission visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement arrête les modalités, montants, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et conditions d'octroi de ces subventions.

**Art. 32.** L'article 157 du même Code, remplacé par le décret du 27 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 157. § 1<sup>er</sup>. Les associations sans but lucratif agréées en qualité d'initiatives locales de développement social au moment de l'entrée en vigueur du présent décret sont considérées comme agréées en qualité d'initiative locale d'intégration des personnes étrangères.

Toutes les associations agréées en qualité d'initiative locale d'intégration disposent d'un délai de maximum deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer aux articles 154/1 à 154/4 et à leurs arrêtés d'exécution.

§ 2. Les associations sans but lucratif agréées en qualité de centre régional pour l'intégration des personnes étrangères au moment de l'entrée en vigueur du présent décret disposent d'un délai de maximum deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer aux articles 153/1 à 153/7 et à leurs arrêtés d'exécution.

§ 3. L'association sans but lucratif agréé en qualité d'organisme d'interprétariat en milieu social au moment de l'entrée en vigueur du présent décret dispose d'un délai maximum de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer aux articles 155 à 155/6 et à leurs arrêtés d'exécution. ».

**Art. 33.** L'article 157/1 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, est abrogé.

**Art. 34.** L'article 157/2 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 novembre 2018.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1165 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 7 novembre 2018.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206078]

**8 NOVEMBER 2018. — Decreet tot wijziging van boek II van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In Deel II van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt het opschrift van titel II vervangen als volgt: "Integratie van vreemdelingen".

**Art. 3.** Artikel 150, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

a) punt 2° wordt opgeheven;

b) in punt 3°, wordt het woord "wettelijk" ingevoegd tussen het woord "jaar" en het woord "in België";

c) in punt 4°, worden de woorden "of van personen van buitenlandse herkomst" opgeheven;

c/1) punt 5° wordt vervangen als volgt:

" plan voor maatschappelijke cohesie: plan bedoeld in het decreet van 4 mei 2017 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen";

d) punt 6° wordt vervangen als volgt: "sociale begeleiding: sociaal stelsel met als doel de opvang, de begeleiding en de oriëntatie van vreemdelingen";

e) in punt 7°, worden de woorden "vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst" vervangen door "personen die geen Frans spreken" en het woord "de" wordt ingevoegd tussen het woord "context" en het woord "structuur";

f) het wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

"11° platforms: werkgroepen georganiseerd door de centra die tot doel hebben collectieve begeleiding te verlenen aan plaatselijke initiatieven tot integratie met betrekking tot thema's die verband houden met de opdrachten die onder hun erkenning en/of subsidiëring vallen."

**Art. 4.** Artikel 151 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

a) in het eerste lid worden de woorden " of personen van buitenlandse herkomst" opgeheven;

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De gewestelijke actie is toegankelijk voor de personen bedoeld in artikel 150, eerste lid, 1° en 3°, en voor elke andere persoon die er van wenst te genieten.

c) de leden 3, 4 en 5 worden opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 151/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 151/1. Er wordt een Coördinatiecomité van de gewestelijke actie inzake de integratie van vreemdelingen opgericht.

Het coördinatiecomité heeft de volgende opdrachten:

1° aan de Regering om de vijf jaar een evaluatie van het integratiebeleid en van de voorstellen voor de verbetering ervan overmaken;

2° aan de Regering de goed te keuren lijst van de statistische indicatoren voorstellen om de identificatie van de behoeften en de evaluatie van het integratiebeleid mogelijk te maken."

3° jaarlijks de kwantitatieve gegevens over het integratietraject inzamelen en aan de Regering overmaken;

4° de Regering een schema voorstellen voor het plaatselijk integratieplan;

5° aan de Regering, beoordelingen, adviezen en voorstellen overmaken.

Wat punt 4° betreft, houdt het plaatselijk integratieplan verband met het plan voor maatschappelijke cohesie. Het wordt beoordeeld overeenkomstig de door de Regering vastgestelde bepalingen.

Het Coördinatiecomité is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Regering, het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek) en de integratiesector.

De Regering bepaalt de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van het Coördinatiecomité."

**Art. 6.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 151/2, luidend als volgt :

"Art. 151/2. Er wordt een begeleidingscomité opgericht, samengesteld uit de vertegenwoordigers van de centra, de instelling inzake tolken in sociaal milieu en de plaatselijke initiatieven tot integratie van vreemdelingen.

Het begeleidingscomité is belast met de opvolging van de activiteiten van de operatoren bedoeld in het eerste lid. Het kan werkgroepen voor bijzondere thema's organiseren.

Het begeleidingscomité vergadert minstens twee keer per jaar.

De samenstelling van het begeleidingscomité wordt door de Regering bepaald."

**Art. 7.** In artikel 152 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De in het kader van het integratietraject georganiseerde activiteiten, met inbegrip van de tolkdiensten, zijn gratis voor de nieuwkomers en voor de vreemdelingen die niet aan de verplichting bedoeld in artikel 152/7 worden onderworpen.”.

**Art. 8.** Artikel 152/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid, wordt het nummer “152/9” vervangen door het nummer “151/1”;

2° in het tweede lid wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt: “4° een evaluatietest van het niveau van de Franse taal.”;

3° het vijfde lid wordt opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 152/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° het nummer “152/9” wordt vervangen door het nummer “151/1”;

2° de zin “De module wordt zodanig geharmoniseerd dat hij ongeacht de instelling die de informatie in het Franse taalgebied verstrekt, van toepassing is.” wordt opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 152/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het nummer “152/9” vervangen door het nummer “151/1”;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “onthaal en opvang” opgeheven;

3° in paragraaf 2 worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

“Het sluiten van de overeenkomst is verplicht. De overeenkomst omvat:

1° een geïndividualiseerde opvolging bedoeld in paragraaf 3;

2° een opleiding tot burgerschap;

3° een opleiding voor het leren van de Franse taal;

4° een socio-professionele oriëntatie.

De opleiding voor het leren van de Franse taal en de socio-professionele oriëntatie worden in de overeenkomst opgenomen naar gelang van de analyse van de behoeften in de maatschappelijke balans op grond van de door de Regering bepaalde modaliteiten.”;

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De overeenkomst heeft een maximale duur van 18 maanden.”;

5° in paragraaf 3, tweede lid, wordt het woord “onthaal” opgeheven;

**Art. 11.** In artikel 152/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden “derde lid, 2°” vervangen door de woorden “tweede lid, 3°”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt: “§ 2. De opleidingsmodules voor het leren van de Franse taal worden over maximum zestien maanden verstrekt en omvatten minimum vierhonderd opleidingsuren.

De Regering bepaalt de volledige of gedeeltelijke vrijstellingen, de criteria en de uitvoeringsmodaliteiten voor de opleiding voor het leren van de Franse taal.

De centra verrichten een test voor de validatie van de verworven kennis aan het einde van de cursus.

De Regering bepaalt op voorstel van het Coördinatiecomité bedoeld in artikel 151/1, de evaluatiecriteria die bij de evaluatietests van het niveau van de Franse taal en de validatie van de verworven kennis worden gehanteerd.”.

**Art. 12.** In artikel 152/5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden “derde lid, 3°” vervangen door de woorden “tweede lid, 2°”;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “acht weken” vervangen door de woorden “vier maanden” en wordt het woord “tuintig” vervangen door het woord “zestig”;

3° in het derde lid, wordt het nummer “152/9” vervangen door het nummer “151/1”;

4° het vierde lid wordt opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 152/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

“De socio-professionele oriëntatie bedoeld in artikel 152/3, § 2, tweede lid, 4°, wordt verstrekt door de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l’Emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) en de centra. In een overeenkomst worden de voorwaarden van het partnerschap tussen hen vastgesteld.”.

**Art. 14.** In artikel 152/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “tweede lid” opgeheven;

2° in paragraaf 3, eerste lid, in punt 1°, worden de woorden “eerste lid” opgeheven;

3° in paragraaf 3, eerste lid, wordt punt 5° vervangen als volgt: “5° personen die ten minste gedurende een ononderbroken periode van meer dan drie maanden halftijds een beroepsactiviteit uitoefenen.”;

4° in paragraaf 3, eerste lid, worden de punten 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11° opgeheven;

5° paragraaf 3, eerste lid, wordt aangevuld met een punt 13°, luidend als volgt: “13° de Turkse onderdanen en de onderdanen van staten die met de Europese Unie associatieovereenkomsten hebben gesloten die een standstill-clausule bevatten die identiek is aan die welke de betrekkingen tussen de Europese Unie en Turkije regelt.”;

6° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "tweede lid" en de zin "De onderdanen van Staten die verenigingsovereenkomsten met de Europese Unie hebben gesloten, worden ook vrijgesteld" opgeheven;

7° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt: " § 5. De nieuwkomer is onderworpen aan de verplichting bedoeld in § 2, totdat hij het in artikel 152/3, § 4, bedoelde attest heeft gekregen, met uitzondering van de nieuwkomer die ten minste gedurende een ononderbroken periode van meer dan drie maanden halftijds een beroepsactiviteit uitoefent."

**Art. 15.** Artikel 152/8, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° de woorden "tweede lid" worden telkens opgeheven.

2° in het eerste lid worden de woorden "derde lid" vervangen door de woorden "vierde lid".

**Art. 16.** In titel III van boek II van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt het hoofdstuk IV, dat het artikel 152/9 omvat, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, opgeheven.

**Art. 17.** In boek II van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van titel IV, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, vervangen als volgt:

"Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen".

**Art. 18.** In artikel 153 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "en personen van buitenlandse herkomst" worden telkens opgeheven;

2° het eerste lid, 1°, a), wordt vervangen als volgt: "a) de oprichting van onthaalkantoren en het verstrekken van de persoonlijke onthaalmodule bedoeld in de artikelen 152 en volgende";

3° in het eerste lid, 1°, b), wordt het nummer "152/9" vervangen door het nummer "151/1";

4° in het eerste lid, punt 2°, worden de woorden ", de platforms bedoeld in artikel 150, 11° organiseren" ingevoegd tussen het woord "begeleiden" en het woord "en";

5° in het eerste lid, wordt punt 5° aangevuld met de woorden "met name voor de opleiding tot burgerschap bedoeld in artikel 152/3, § 2, tweede lid, 2°."

**Art. 19.** In artikel 153/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het woord "Bergen" vervangen door de woorden "Saint-Ghislain" en worden de woorden "Marche-en-Famenne" vervangen door het woord "Libramont".

**Art. 20.** Artikel 153/2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt aangevuld met volgende zin :

"De Regering bepaalt de minimumsamenstelling van de bestuurs- en beheersorganen."

**Art. 21.** In artikel 153/3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt vervangen als volgt: "3° één voltijds equivalent belast met de projectcoördinatie;";

b) punt 4° wordt vervangen als volgt: "4° één voltijds equivalent belast met de coördinatie van het integratietraject;";

c) het wordt aangevuld met de punten 5° en 6°, luidend als volgt:

"5° drie voltijds equivalenten projectverantwoordelijken;

6° één halve voltijds equivalent belast met het administratief beheer van het computergestuurd opvolgingssysteem van het integratietraject."

**Art. 22.** In artikel 153/7, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1° worden de woorden "van de persoon belast met de directie, van de persoon belast met het administratief en financieel beheer en van de coördinator van projecten" vervangen door de woorden "van de personen bedoeld in artikel 153/3, eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4° en 6°";

b) in punt 2° worden de woorden "van minstens drie projectverantwoordelijken" vervangen door de woorden "van de personen bedoeld in artikel 153/3, 5°".

**Art. 23.** Artikel 153/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt opgeheven.

**Art. 24.** In boek II van het tweede deel van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van titel V, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, vervangen als volgt: "Plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen".

**Art. 25.** Artikel 154 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid worden de woorden "en personen van buitenlandse herkomst" en de woorden "of personen van buitenlandse herkomst" opgeheven;

2° in het tweede lid, wordt punt 3° vervangen als volgt: "3° de sociale begeleiding;";

3° in het tweede lid, wordt punt 4° vervangen als volgt: "4° de de juridische begeleiding gespecialiseerd in het recht van vreemdelingen."

**Art. 26.** In artikel 154/1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "en personen van buitenlandse herkomst" worden opgeheven;

b) punt 5° wordt vervangen als volgt: "5° nemen deel aan de platforms die door de centra worden georganiseerd voor de opdrachten waarvoor zij wensen te worden erkend;";

**Art. 27.** Artikel 154/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid worden de woorden "en personen van buitenlandse herkomst" opgeheven;

2° in het eerste lid, punt 2°, worden de woorden "het plaatselijk integratieplan of, in voorkomend geval, van het sociale cohesieplan van de gemeente" vervangen door de woorden "de platforms georganiseerd door het centrum van het ambtsgebied";

3° in het tweede lid, worden de woorden "plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst" vervangen door de woorden "opdrachten bedoeld in artikel 154, tweede lid".

**Art. 28.** In artikel 155, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de woorden " of persoon van buitenlandse herkomst" opgeheven.

**Art. 29.** In artikel 153/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 5° wordt vervangen als volgt: "5° in haar bestuurs- en beheersorganen, openbare overheden en verenigingen meetellen die over een gelijke stemmental beschikken en waarvan de minimumsamenstelling door de Regering wordt vastgesteld;"

b) in punt 6° wordt de zin "over een ploeg beschikken waarvan de minimale samenstelling door de Regering wordt bepaald" vervangen door de zin "over een ploeg beschikken waarvan de minimale samenstelling en de kwalificaties door de Regering worden bepaald".

**Art. 30.** In boek II van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een titel VI/1 ingevoegd, met als opschrift: "Niet-begeleide minderjarige vreemdelingen".

**Art. 31.** Titel VI/1, ingevoegd bij artikel 29, wordt aangevuld met een artikel 155/7, luidend als volgt:

"Art. 155/7. De Regering subsidieert, binnen de perken van de begrotingskredieten, verenigingen of openbare overheden:

1° die activiteiten ontwikkelen die gericht zijn op de integratie van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, zoals bepaald in de programmawet (I) van 24 december 2002 betreffende de voogdij over niet-begeleide autonome minderjarige vreemdelingen, die ten minste 16 jaar oud zijn.

2° waarvan de projecten een omschrijving bevatten van de bestaande toestand en de nagestreefde doeleinden en de in werking te stellen middelen duidelijk omschrijven.

De toelagen worden toegekend om de personeels- en werkingsuitgaven te dekken, die rechtstreeks verbonden zijn aan de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde opdracht.

De Regering stelt de modaliteiten, bedragen, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekenningsvoorwaarden voor die toelagen vast.

**Art. 32.** Artikel 157 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 27 maart 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 157. § 1. De verenigingen zonder winstoogmerk erkend als plaatselijke initiatieven inzake sociale ontwikkeling bij de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht erkend te zijn als plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen.

Alle verenigingen erkend als plaatselijke initiatieven voor de integratie beschikken over een maximale termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet om zich aan te passen aan de artikelen 154/1 tot 154/4 en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

§ 2. De verenigingen zonder winstoogmerk erkend als gewestelijk centrum voor de integratie van vreemdelingen bij de inwerkingtreding van dit decreet beschikken over een maximale termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet om zich aan te passen aan de artikelen 153/1 tot 153/7 en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

§ 3. De vereniging zonder winstoogmerk erkend als instelling inzake tolken in sociaal milieu bij de inwerkingtreding van dit decreet beschikt over een maximale termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet om zich aan te passen aan de artikelen 155 tot 155/6 en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten."

**Art. 33.** Artikel 157/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt opgeheven.

**Art. 34.** Artikel 157/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 november 2018.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,  
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1165 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire zitting van 7 november 2018.

Bespreking.

Stemming.